

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2025 ET PERSPECTIVES 2026

Février 2026

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux 593 entreprises de la région Corse qui ont participé à cette étude annuelle sur le bilan de l'année écoulée et des perspectives pour l'année à venir.

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
INDUSTRIE	5
SERVICES MARCHANDS	7
CONSTRUCTION	9
MÉTHODOLOGIE	11
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	12
MENTIONS LÉGALES	13

L'économie française résiliente malgré les incertitudes

Malgré une succession de chocs depuis le début de la décennie (crise covid, guerre russe en Ukraine, crise inflationniste, guerre commerciale), l'économie mondiale continue de résister en 2025 et l'inflation continue de refluer même si son retour vers sa cible est plus lent que prévu aux Etats-Unis. Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2026](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,3 % en 2025. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 1,4 % en 2025, après une hausse de 0,9 % en 2024.

En France, sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après la première estimation des comptes nationaux trimestriels de l'INSEE. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister dans un contexte de haut niveau de déficit public et d'incertitudes politiques en France et dans le monde. Comme en 2024, la résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'information communication, les services aux entreprises et les services financiers. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière connaît une légère hausse en 2025, portée par le fort dynamisme des matériels de transports en particulier l'aéronautique, rebondissant après une forte baisse en 2024. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2025 alors que certains signes de reprises apparaissent à partir du deuxième semestre.

Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2025, l'activité se raffermirait pour atteindre 1,0 % en 2026 et 2027, et 1,1 % en 2028, soutenue par le redressement de la consommation des ménages et l'investissement privé.

En 2026, la consommation des ménages (+ 0,8 %) progresserait à un rythme plus soutenu qu'en 2025, portée par la croissance de la masse salariale réelle, qui resterait résiliente malgré un marché du travail moins propice. L'investissement des entreprises se redresserait en moyenne annuelle, après avoir été pénalisé par l'incertitude en 2025. Par ailleurs, l'investissement des ménages remonterait graduellement en 2026 après une croissance légèrement positive en 2025.

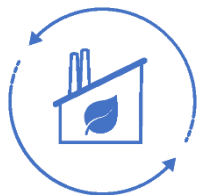
La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. En 2025, le marché du travail est entré dans une phase transitoire de ralentissement. L'emploi total continuerait de progresser très modérément jusqu'à fin 2026, avant de réaccélérer. Enfin, le taux de chômage atteindrait 7,6 % en moyenne annuelle en 2025 puis augmenterait légèrement à 7,8 % en 2026, avant de repartir à la baisse pour s'établir à 7,4 % en 2028.

L'inflation resterait inférieure à 2 % sur l'horizon de prévision. Après 2,3 % en 2024, l'inflation totale (IPCH) en moyenne annuelle atteindrait un point bas en 2025 à 0,9 %, lié au recul marqué des prix de l'énergie consécutif à la baisse des tarifs réglementés de l'électricité et du prix du pétrole. Elle remonterait ensuite pour atteindre 1,3 % en 2027, puis 1,8 % en 2028. L'inflation hors énergie et alimentation, principalement liée à l'inflation dans les services, resterait à peu près stable sur l'horizon de projection (autour de 1,6-1,7 %).

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, **l'Eurosystème a poursuivi sa phase d'assouplissement monétaire au cours du premier semestre 2025. Le taux de dépôt est passé de 2,75 % début février à 2,00 % en juin, dernier mois de baisse.** Les taux ont donc reculé au total de 2,00 points de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023

Chiffres clefs

INDUSTRIE



Chiffre d'affaires

2025 : -0,9%
2026 : +2,3%

Exportations

2025 : +7,2%
2026 : +1,9%

Effectifs

2025 : +1,6%
2026 : -0,3%

SERVICES MARCHANDS



Chiffre d'affaires

2025 : +1,8%
2026 : +2,8%

Effectifs

2025 : -1,7%
2026 : -0,6%

BÂTIMENT-TRAVAUX PUBLICS



Production totale

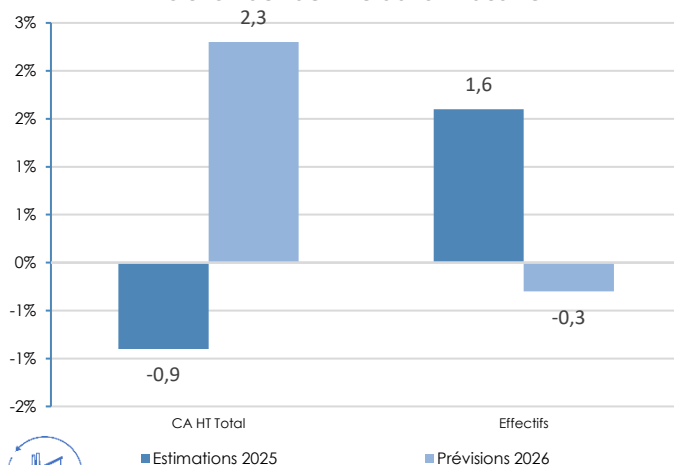
2025 : -5,0%
2026 : -0,7%

Effectifs

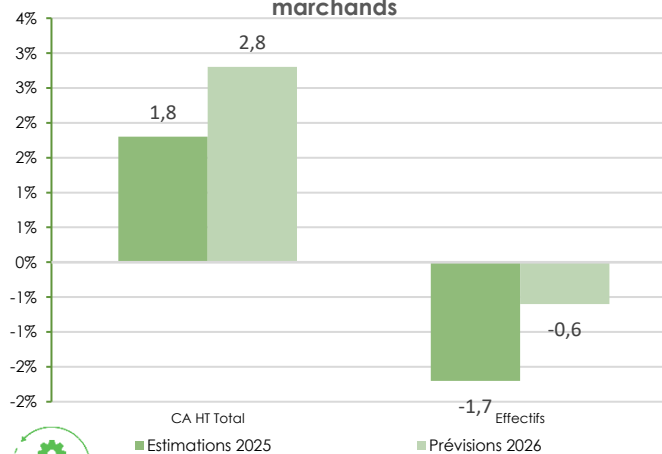
2025 : -3,0%
2026 : -1,3%

Situation régionale

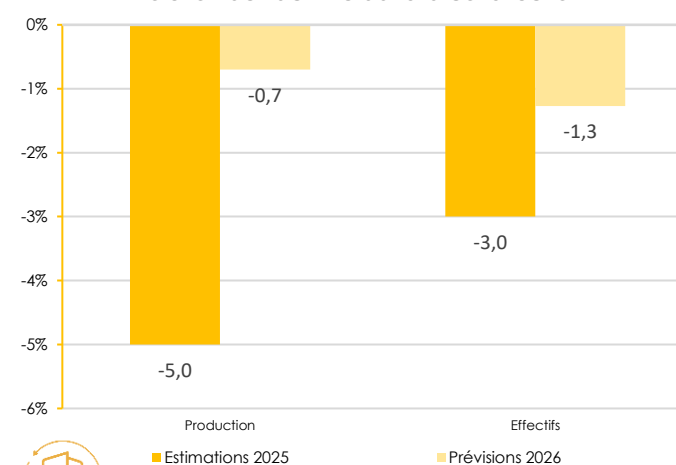
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

En Corse en 2025, les entreprises de l'**Industrie** ont connu un léger repli de leur activité. Leur chiffre d'affaires s'inscrit globalement en baisse (-0,9%) malgré quelques branches présentant des variations positives. Les effectifs progressent légèrement (+1,6%), mais la branche de l'agroalimentaire, la plus importante en nombre d'employés, connaît une quasi-stabilité (-0,2%). Les industriels prévoient une augmentation de l'activité pour 2026 (+2,3% de chiffre d'affaires), ainsi qu'une nouvelle baisse d'effectifs (-0,3%).

En 2025, le chiffre d'affaires des **Services Marchands** s'est apprécié par un effet prix, couplé à une légère augmentation de l'activité dans l'ensemble des sous-secteurs. Les effectifs s'inscrivent toutefois en retrait sur l'année tandis que les investissements sont en forte augmentation. Les tendances observées en 2025 devraient se poursuivre en 2026 avec une augmentation des chiffres d'affaires liée à une progression de l'activité conjuguée à l'impact du coût du fret qui se répercutera sur les prix des services.

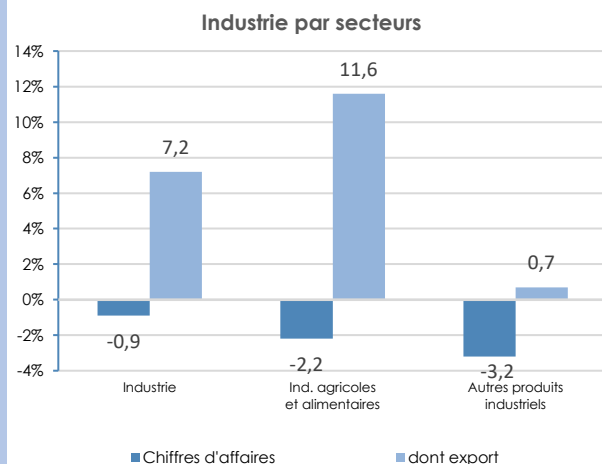
En 2025, l'activité de la **Construction** a de nouveau diminué en Corse. Le sous-secteur des Travaux publics demeure le plus impacté par cette baisse d'activité continue. Les entreprises ont engagé des ajustements, principalement en ne remplaçant pas tous les départs d'effectifs. En 2026, la situation du Bâtiment devrait amorcer un début de redressement, avec une timide reprise des chantiers et des niveaux d'activité, tandis que l'activité des Travaux Publics continuera de se dégrader.



9%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



En 2025, l'activité de l'industrie diminue légèrement. La baisse dans l'Agroalimentaire ainsi que dans les Autres produits industriels est modérée par une hausse du chiffre d'affaires dans les branches des Matériels de transport ainsi que pour celle de l'Energie, eau, dépollution. La hausse des exportations est portée par la branche Agroalimentaire ainsi que par la branche Matériels de transport. Le volume des exportations reste cependant peu significatif (1,21% du chiffre d'affaires total).

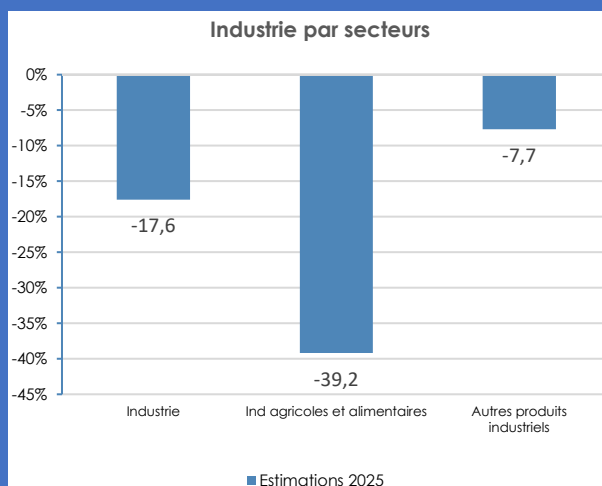
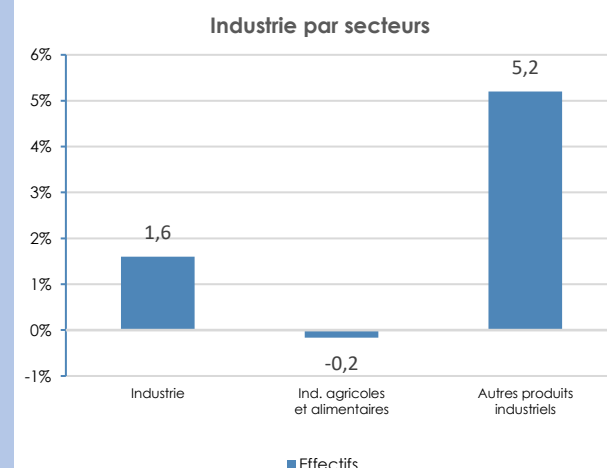
Baisse modérée des ventes nationales, amélioration des exportations sur un volume faible.



Effectifs

La quasi-stabilité des effectifs dans la branche Agroalimentaire, la plus représentée de la région, modère l'augmentation enregistrée dans les sous-secteurs Autres produits industriels et Energie, eau, gestion des déchets et dépollution.

Progression des effectifs sur 2025, malgré un infime repli dans l'Agroalimentaire.



Baisse généralisée des investissements.

Les dépenses d'investissement sont en baisse généralisée sur le secteur de l'industrie en Corse. Pour les Autres produits industriels, seules les entreprises de la Métallurgie ont augmenté leurs dépenses d'investissement.

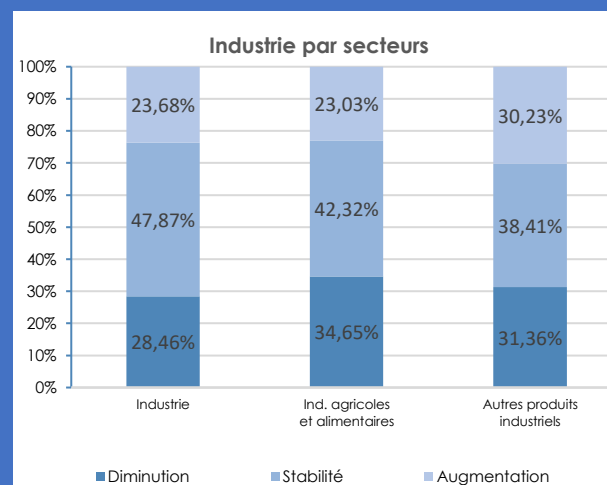
Les dépenses se sont principalement concentrées sur le renouvellement de l'appareil productif.

Investissements

Bilan 2025

Une rentabilité peinant à se maintenir, voire en diminution.

La majorité des acteurs font état d'une rentabilité stable ou en diminution. Les entreprises signalant une baisse de rentabilité évoquent principalement la hausse du prix des matières premières comme principal facteur de dégradation. Quelques entreprises mentionnent une amélioration de la rentabilité, principalement parmi les Autres produits industriels. La répartition est cependant meilleure que celle de 2024. Seuls 14% des entreprises avaient annoncé une augmentation de leur rentabilité, et plus de 29% une diminution de cette dernière.

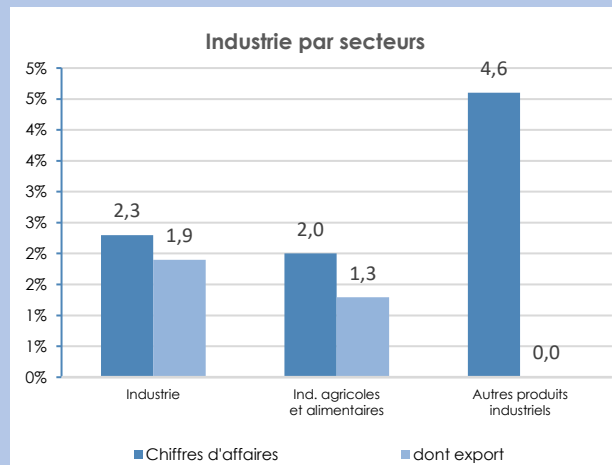


Rentabilité



9 %
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



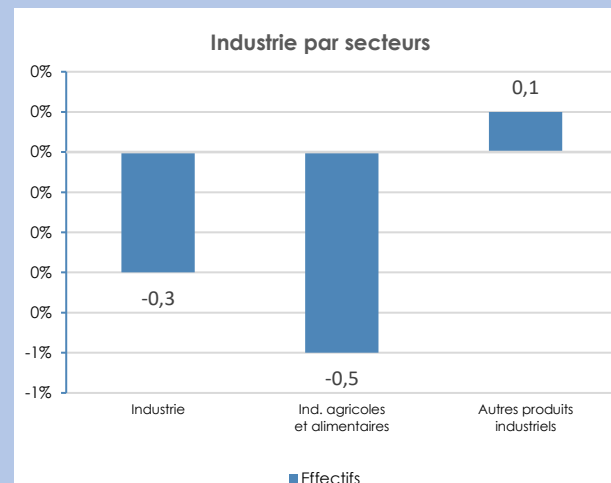
Pour 2026, les industriels prévoient un rebond modeste du chiffre d'affaires, majoritairement porté par une augmentation des volumes, et dans une moindre mesure par une progression des prix. Cette dernière interviendrait pour atténuer l'impact de la hausse du coût du fret maritime. L'ensemble des branches interrogées anticipe une augmentation des chiffres d'affaires.

Les industriels anticipent une progression de leur chiffre d'affaires.

Effectifs

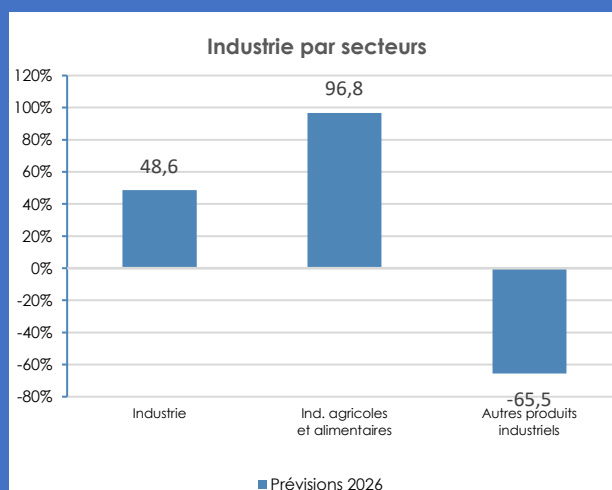
Pour 2026, les effectifs sont prévus en diminution dans l'ensemble des branches hors Matériels de transport et Autres produits industriels. Les variations sont modestes et ne concernent que quelques entreprises. Pour les Autres produits industriels, l'ensemble des sous-secteurs est en hausse, en dehors des industries produisant des produits en caoutchouc et en plastique ainsi que des produits minéraux non

Une baisse marginale des effectifs est anticipée.



Perspectives

2026



Forte progression des investissements en 2026.

Les enveloppes d'investissement sont en hausses. Les industriels orientent principalement leurs dépenses vers un renouvellement de leurs appareils productifs, mais un quart d'entre eux visent à augmenter leurs capacités de production.

Cette hausse est particulièrement marquée pour les industries Agroalimentaires, qui dépasseraient leurs volumes d'investissement de 2024.

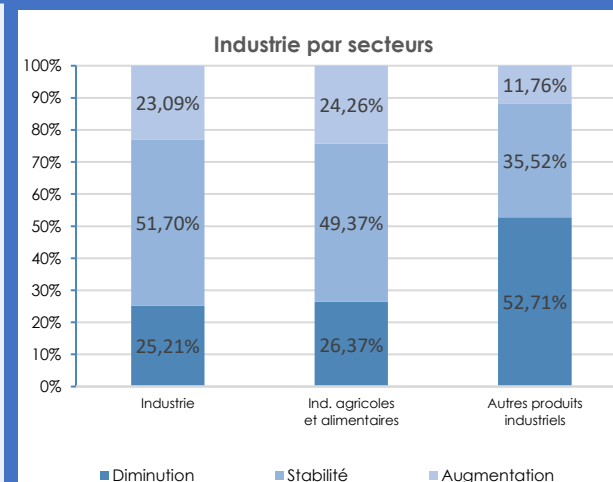
Investissements

Rentabilité stable, en dehors des industries impactées par l'atonie du secteur de la construction.

A l'exception du sous-secteur Autres produits industriels, les entreprises industrielles prévoient une stabilité de leur rentabilité d'exploitation.

La branche Autres produits industriels s'inscrit à rebours de cette tendance. Elle anticipe être particulièrement impactée par la hausse du prix du fret maritime, ainsi que par la conjoncture défavorable dans le secteur de la construction.

Rentabilité

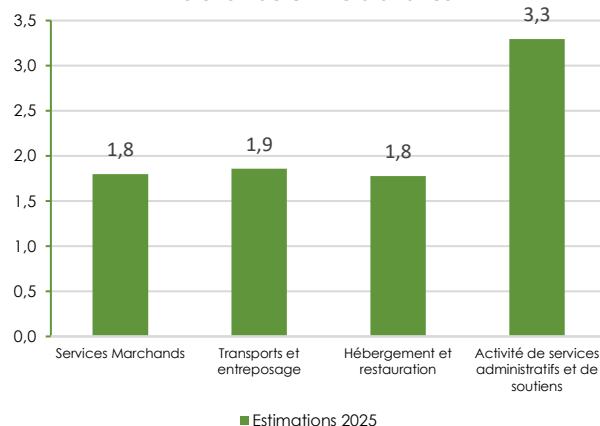




63%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution du chiffre d'affaires



Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des services marchands est en progression sur l'année 2025.

Cette croissance est assez homogène entre les différents secteurs étudiés. Elle s'explique en premier lieu par un effet prix, correspondant à une hausse des prix de 1,4% en moyenne. On observe également une augmentation du volume d'activité.

Hausse du chiffre d'affaires tirée par un effet prix et une légère augmentation de l'activité.

Effectifs, dont intérim

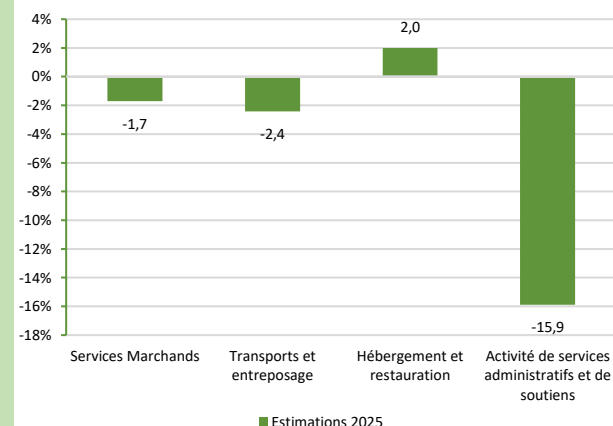
Les effectifs en 2025 sont en léger recul sur le secteur des services marchands.

La branche Transport et entreposage enregistre une baisse plus marquée (-2,4%). Celle-ci est également très sensible pour le sous-secteur Activité de services administratifs et de soutiens (-15,9%).

La branche Hébergement-restauration s'inscrit elle en augmentation (+2%).

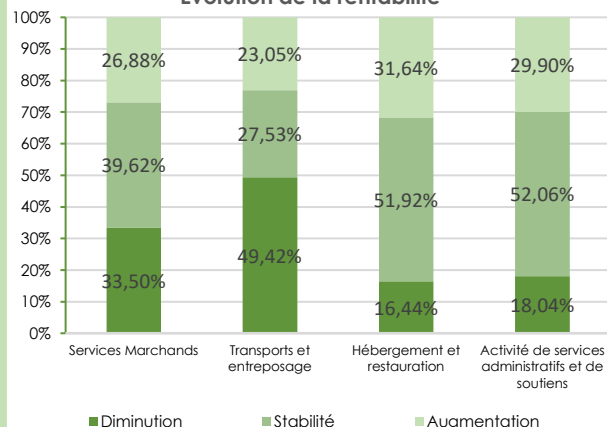
Baisse contenue des effectifs.

Évolution des effectifs



Bilan 2025

Évolution de la rentabilité



Maintien délicat de la rentabilité en raison d'une augmentation des coûts.

En 2025, la rentabilité des services marchands est stable pour près de 40% des répondants. Cependant, la situation est très hétérogène : la branche Transports et entreposage souffre des hausses du prix du transport maritime. Les autres branches arrivent à préserver leur rentabilité grâce à un contrôle accru des coûts et un effort marqué sur la gestion analytique.

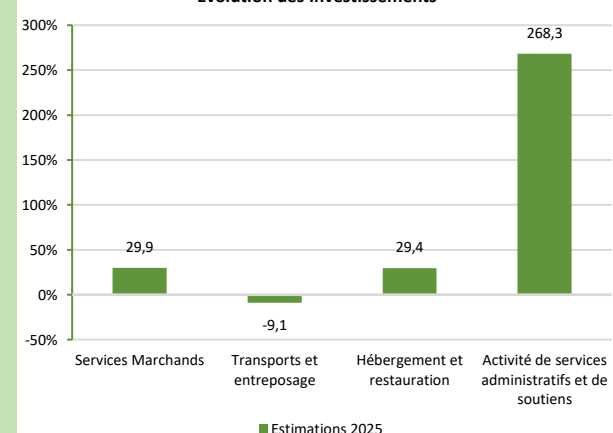
Rentabilité

Progression des investissements.

Les investissements immobiliers et d'équipements ont augmenté en 2025, à rebours des prévisions.

La branche Activité de services administratifs et de soutiens connaît une forte hausse, à relativiser eu égard aux montants concernés. Pour l'Hébergement-restauration on constate une hausse, avec deux dynamiques distinctes : une forte augmentation des investissements pour l'hébergement (+39,8%) et une baisse des investissements pour la restauration (-7,1%).

Évolution des Investissements



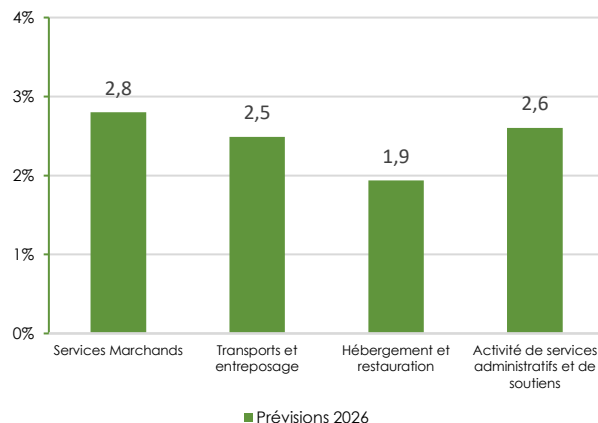
Investissements



63%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution du chiffre d'affaires



Chiffre d'affaires

Les acteurs prévoient une augmentation du chiffre d'affaires en 2026 pour l'ensemble des services marchands.

La principale raison de cette augmentation viendrait des hausses de prix du fret maritime de biens, nécessairement répercutées au moins partiellement sur leurs prix par les entreprises.

Augmentation assez homogène des chiffres d'affaires sur la base d'effets prix.

Effectifs, dont intérim

La dynamique débutée en 2025 devrait se poursuivre en 2026, avec une légère baisse des effectifs.

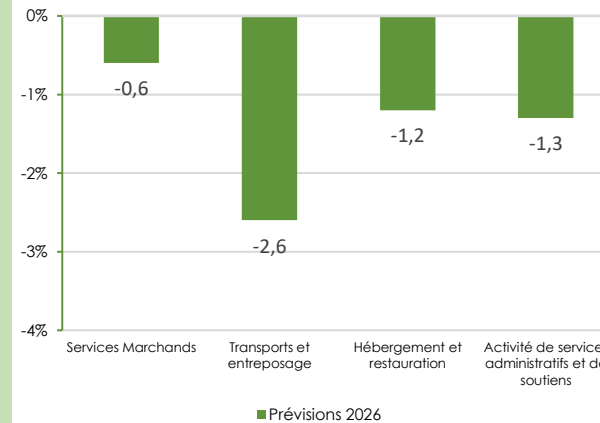
Cette tendance affecterait principalement les entreprises de la branche Transports et entreposage.

Pour l'Hébergement-restauration, l'orientation concernerait plus particulièrement les effectifs intérimaires.

Les services liés au juridique, à l'informatique et à l'ingénierie atténuent la baisse globale.

Baisse annoncée des effectifs pour 2026.

Évolution des effectifs



Perspectives

2026

Rentabilité en maintien et en progression pour 2026.

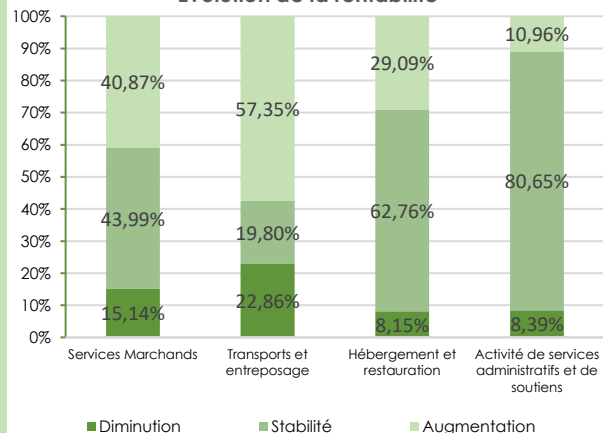
Les entreprises prévoient, pour une grande majorité, de maintenir voire d'améliorer leur rentabilité sur 2026. Cette hausse serait surtout provoquée par des optimisations de processus de fonctionnement des entreprises : yield management dans l'Hébergement-restauration et maîtrise des coûts dans la branche Transports et entreposage

Investissements annoncés en baisse en 2026.

Les enveloppes d'investissements devraient diminuer significativement sur l'année 2026 dans l'ensemble des branches.

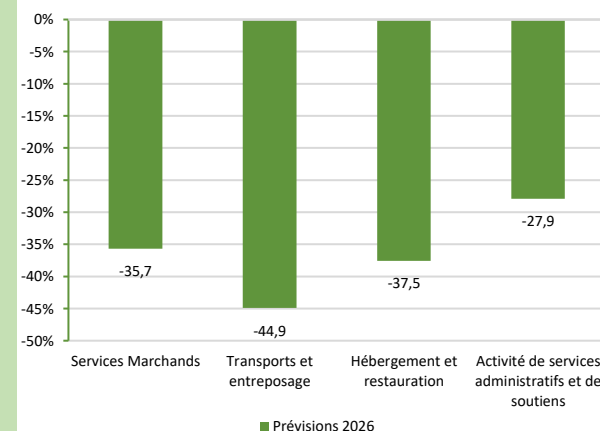
Néanmoins, les investissements du sous-secteur Activité de services administratifs et de soutiens devraient rester plus élevés qu'en 2024 malgré leur projection à la baisse.

Évolution de la rentabilité



Rentabilité

Évolution des Investissements

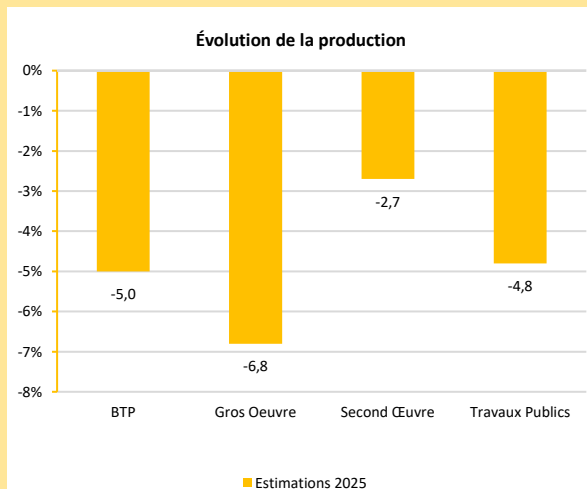


Investissements



15%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

Le secteur du BTP reste en tension en 2025. L'ensemble des branches connaît une tendance baissière.

Le Gros œuvre ainsi que les Travaux publics sont particulièrement touchés par le ralentissement de l'activité en Corse.

Certaines entreprises se tournent d'ailleurs partiellement vers le second œuvre pour tenter de maintenir un flux d'activité tout au long de l'année.

Fléchissement global de l'activité en 2025.



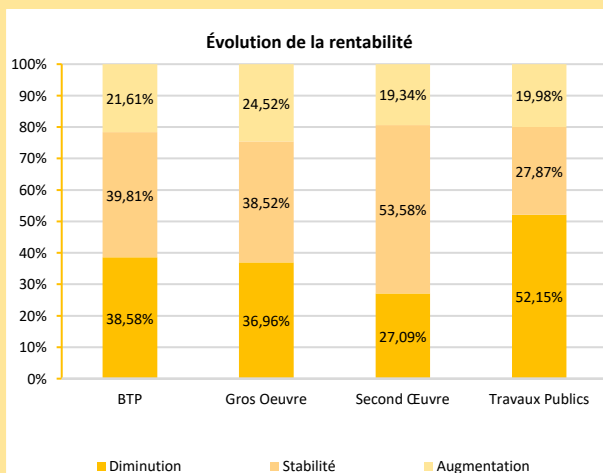
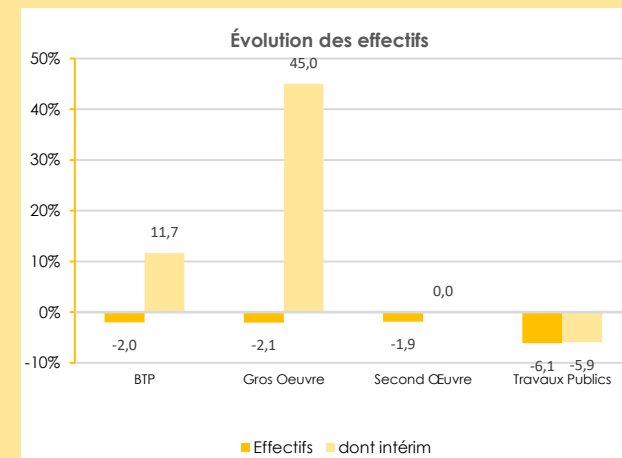
Effectifs, dont intérim

Les effectifs sont « modérément » impactés au regard du contexte 2025. Les entreprises cherchent à limiter la pression en internalisant des activités autrefois sous-traitées.

Les variations constatées résultent principalement de départs non remplacés.

Pour garantir la continuité d'une activité erratique, les entreprises pratiquent plus fortement l'intérim en période de pics très ponctuels d'activité.

Baisse d'effectifs malgré la volonté des entreprises de conserver les compétences de leurs personnels qualifiés.



Difficultés à maintenir la rentabilité.

La rentabilité des entreprises du BTP progresse difficilement. Plus d'une entreprise sur 3 déclarent une diminution des marges. La hausse des matières premières ainsi que les sacrifices sur les devis dans un environnement trop concurrentiel a pesé sur la rentabilité globale du secteur.

La branche Travaux publics a été la plus défavorablement impactée, plus de la moitié des entreprises annonçant une rentabilité dégradée.

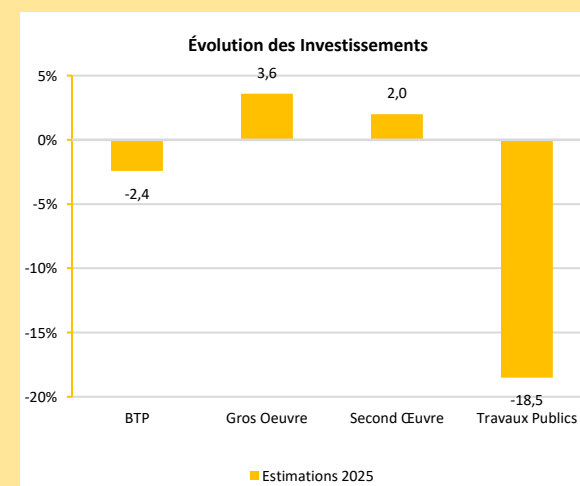
Rentabilité

Bilan 2025

Léger recul des investissements en 2025.

Les branches du Gros œuvre et du Second œuvre augmentent légèrement leurs enveloppes, alors que les Travaux publics freinent sur les investissements.

Le niveau d'investissement est généralement faible dans le BTP et correspond principalement à des renouvellements de flottes.

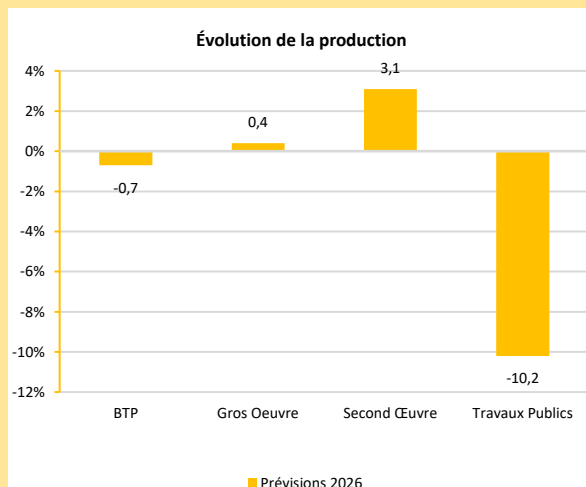


Investissements



15%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

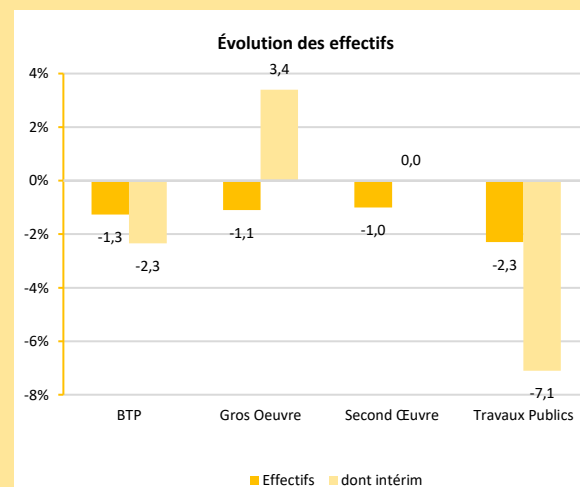
La production du BTP continuerait de baisser sur l'année 2026, impactée par une nouvelle baisse d'activité dans les Travaux publics. La branche du Bâtiment est moins pessimiste, avec une légère progression dans le Second œuvre et une quasi-stabilité dans le Gros œuvre.

Diminution significative de l'activité dans les Travaux publics, très légère reprise dans le Bâtiment.

Effectifs, dont intérim

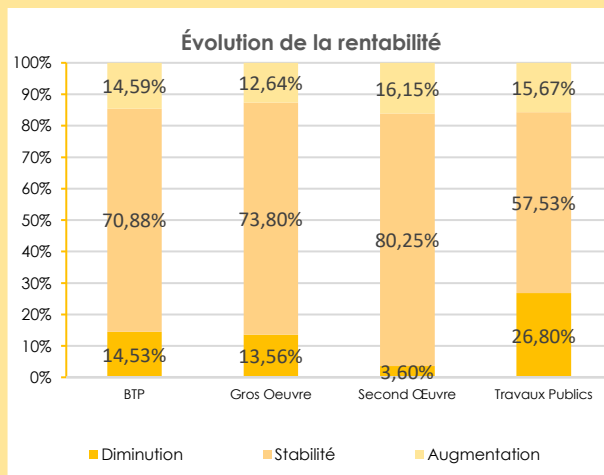
Les effectifs sur 2026 suivent la tendance observée en 2025. Les départs prévus sont annoncés comme non remplacés. Le recours ponctuel — mais plus massif — à l'intérim en période de forte activité se poursuivra dans le gros oeuvre.

La tendance reste aux ajustements d'effectifs, notamment via le non remplacement de départs.



Perspectives

2026



Stabilité de la rentabilité, dans un contexte difficile.

Les chefs d'entreprise tablent sur un maintien de la rentabilité pour l'année prochaine. Le seul sous-secteur prévoyant des difficultés plus importantes est celui des Travaux publics. Plus d'un quart des répondants annoncent une baisse de la rentabilité, déjà fortement dégradée par ailleurs.

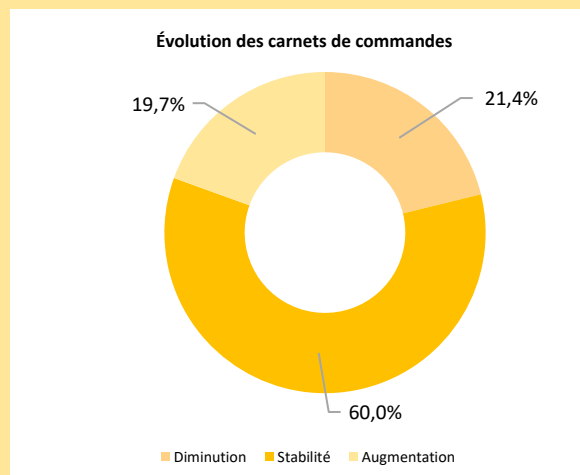
De nombreuses entreprises ne sont plus en mesure de réduire davantage leur marge, supprimant toute souplesse en cas de hausses des coûts.

Rentabilité

Stabilité des carnets de commandes à un niveau insatisfaisant.

Les entreprises annoncent majoritairement une stabilité des carnets de commandes.

Dans le détail, 30% des entreprises du Gros Œuvre tablent sur une augmentation des carnets de commandes. Les entreprises des Travaux Publics (56%) et Second Œuvre (81%) anticipent une stabilité de leurs carnets de commandes, à un niveau jugé toujours insatisfaisant.



Carnets de commandes



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2024-2025-2026).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissement qui ont accepté de participer à l'enquête.

593 entreprises nous ont répondu. Elles représentent

Un effectif global de 15323 personnes

Un chiffre d'affaires global de 3200 M€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	96	2374	7037	34%
Ind Agricoles et Alimentaires	39	952	2697	35,3%
Fab. Matériel de transport (1)	1	157	174	89,1%
Equip. Électri./électro. autres machines (1)	1	5	188	2,7%
Fab. Autres produits industriels (2)	39	813	1913	42,5%
Industrie extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	16	447	2065	21,64%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	308	9534	25394	38%
Transport et entreposage	45	4569	7275	56,1%
Activités informatiques (1)	5	117	1624	7,2%
Ingénierie – Etudes techniques (1)	17	176	3614	4,9%
Activité de services administratifs et de soutiens	49	1328	4792	27,8%
Act. Jur., Compt., Gest., architecture...	25	383	643	59,5%
Hébergement et restauration	167	2961	7456	39,7%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	189	3415	12034	28%
Gros oeuvre	73	1328	5227	25,4%
Second oeuvre	74	1085	4549	23,8%
Travaux publics	42	1002	2258	44,4%

(1) Au vu de la faible représentativité de l'échantillon collecté, ou du faible nombre d'entreprises collectées, ces secteurs pourront être évoqués, mais ne feront pas l'objet d'analyse approfondie. Ils sont cependant pris en compte dans les totaux sectoriels, et influencent ces derniers.

(2) Fab. Autres produits industriels : Textiles, habillement, cuir, chaussures, Travail du bois, industries du papier et imprimerie, Industrie chimique, Industrie pharmaceutique, Produits en caoutchouc, plastique et autres, Métallurgie et fabrication de produits métalliques, Autres industries manufacturières, réparation, installation



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Auvergne - Rhône Alpes Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France



Mentions légales

Banque de France Service des Affaires Régionales

8 rue du Sergent Casalonga BP315 – 20177 – Ajaccio CEDEX 1

☎ **04.95.51.72.50**



BDF-Conjoncture-Corse@banque-france.fr

Rédacteur en chef

Justin LELANDAIS, Responsable du Pôle Etudes

Directeur de la publication

Jean-Luc CHAUSSIVERT, Directeur Régional